

Interview

Crise mondiale, conflits et guerres : quel internationalisme pour le XXI^e siècle ?

Un tour d'horizon à l'heure de la « polycrise »

dimanche 14 avril 2024, par [PASTOR Jaime](#), [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 14 avril 2024).

Jaime Pastor - Il semble évident que nous nous trouvons dans le contexte d'une crise mondiale multidimensionnelle, dont l'une des caractéristiques est un relatif chaos géopolitique, dans lequel on assiste à une multiplication des guerres et à une aggravation des conflits inter-impérialistes, comment définirais-tu cette phase ?

Pierre Rousset - Vous vous référez à la « crise mondiale multidimensionnelle » (je dirais plutôt une crise *planétaire*). Je pense qu'il est important de s'y arrêter, avant d'aborder les questions géopolitiques. Cette crise surdétermine tout et nous ne pouvons plus nous contenter de faire de la politique comme avant. Nous atteignons en effet le « point de bascule » que nous redoutions depuis longtemps, et ce bien plus vite que prévu.

Jonathan Watts, rédacteur en chef sur l'environnement global du *Guardian*, tire la sonnette d'alarme en titrant son article du 9 avril « *Le dixième record mensuel consécutif de chaleur alarme et déconcerte les climatologues.* ». En effet, « *Si l'anomalie ne se stabilise pas d'ici au mois d'août, le monde se retrouvera en territoire inconnu* », déclare un expert en climatologie. [...]. *Cela pourrait signifier que le réchauffement de la planète modifie déjà fondamentalement le fonctionnement du système climatique, et ce bien plus tôt que les scientifiques ne l'avaient prévu* ».

L'expert cité juge que cette stabilisation d'ici août est encore possible, mais quoi qu'il en soit, la crise climatique fait d'ores et déjà partie *de notre présent*. Nous sommes dedans et ses effets se font déjà dramatiquement sentir (le chaos climatique).

La crise globale à laquelle nous devons faire face affecte tous les domaines de l'écologie (pas seulement le climat) et leurs conséquences sur la santé (dont les pandémies). Elle concerne l'ordre international dominant (les dysfonctionnements insolubles de la mondialisation néolibérale) et la géopolitique des puissances, la multiplication des conflits et la militarisation du monde, la fabrique sociale intime de nos sociétés (fragilisée par la précarisation généralisée nourrie par tout ce qui précède)...

Qu'y a-t-il de commun à toutes ces crises ? Leur origine « humaine », en tout ou en large partie. La question de l'impact humain sur la nature n'est évidemment pas nouvelle. Quant à la croissance des émissions de gaz à effet de serre, elle remonte à la révolution industrielle. Cependant, cette « crise générale » est étroitement corrélée au développement du capitalisme d'après la Seconde Guerre mondiale et puis à la mondialisation capitaliste. Elle est caractérisée par la *synergie* entre un ensemble de crises spécifiques qui nous plonge dans une situation sans précédent aucun, à la frontière de multiples « territoires inconnus » et d'un point de bascule global.

Pour la qualifier de façon concise, j'aime le terme de « polycrise ». Il est certes un peu déroutant,

étranger au langage du quotidien, mais il souligne, étant au singulier, que nous parlons d'UNE crise aux multiples facettes, qui résulte de la *combinaison* de multiples crises spécifiques. Nous n'avons donc pas à faire à une simple *addition* de crises, mais à leur *interaction* qui démultiplie leur dynamique, nourrissant une spirale mortifère pour l'espèce humaine (et pour une bonne partie des espèces vivantes).

Ce qui s'avère particulièrement révoltant, et pour tout dire hallucinant, est que les pouvoirs établis annulent aujourd'hui les maigres mesures qui avaient été prises pour tenter de limiter un tant soit peu le réchauffement climatique. C'est le cas notamment des gouvernements français et britanniques. C'est aussi le cas des grandes banques aux Etats-Unis, ou celui des compagnies pétrolières. Au moment où il était évident qu'il fallait les renforcer, et diablement. Les très riches dictent leur loi. Ils ne considèrent pas que nous sommes tous dans le même bateau. Des régions entières de la planète sont en passe de devenir invivables, là où les hausses de température se combinent à des taux très élevés d'humidité dans l'air. Qu'à cela ne tiennent, ils iront vivre là où il fait encore bon.

Nous sommes entrés de plain-pied dans l'ère des pandémies. La destruction des milieux naturels a créé les conditions de promiscuités favorables à la transmission inter-espèce de maladies dont Covid est devenu l'emblème. La fonte du permafrost sibérien est annoncée et pourrait libérer des bactéries ou virus anciens contre lesquels n'existe ni immunisation ni traitement. En ce domaine nous risquons aussi d'entrer en territoire inconnu : la crise climatique est porteuse d'une crise sanitaire multidimensionnelle.

La catastrophe était prévisible et a été prévue. Nous savons maintenant que les grandes compagnies pétrolières avaient commandité dès le milieu des années 1950 une étude qui avait décrit avec une précision remarquable le réchauffement climatique à venir (dont elles ont néanmoins nié des décennies durant la réalité).

Nous n'avons pas fini de faire le tour des milles et une facettes de la « polycrise », mais il est peut-être temps d'en tirer quelques premières implications.

C'est autour des pôles que l'impact géopolitique du réchauffement climatique est le plus spectaculaire, surtout dans l'Arctique. Une voie de navigation interocéanique s'ouvre au nord, ainsi que la perspective d'exploitation des richesses du sous-sol. La compétition inter-impérialiste dans cette partie du monde prend une dimension nouvelle. La Chine n'étant pas un pays riverain de l'Antarctique, elle a besoin de la Russie pour y opérer. Elle fait payer à Moscou à l'est du continent eurasiatique le prix de sa solidarité sur le front ouest (Ukraine) en assurant son libre usage du port de Vladivostok.

En termes de géopolitique mondiale, je voudrais pointer l'importance de deux sujets qui ne sont pas mentionnés dans les questions qui suivent.

L'Asie centrale tout d'abord. Elle occupe une place pivot au cœur du continent eurasiatique. Pour Vladimir Poutine, elle fait partie de la zone d'influence privilégiée de la Russie, mais pour Pékin, c'est l'un des passages clés du versant terrestre de ses nouvelles « routes de la soie » en direction de l'Europe. Une partie complexe est actuellement engagée dans cette partie du monde, mais fort peu intégrée à nos analyses.

Par ailleurs, le réchauffement climatique nous rappelle l'importance cruciale des océans qui couvrent 70% de la surface du globe, jouent un rôle décisif dans la régulation du climat, abritent des écosystèmes vitaux, le tout étant menacé par la hausse de température des eaux. La surexploitation des ressources océaniques est, comme on le sait, un enjeu majeur, ainsi que l'extension des

frontières maritimes qui ne posent pas moins de problèmes que les frontières terrestres. Une réflexion géopolitique globale ne peut faire l'impasse sur les océans, ainsi que sur les pôles.

Un autre aspect clef de la « crise multidimensionnelle » à laquelle nous sommes confrontés concerne évidemment la mondialisation et la financiarisation capitalistes. Elles ont abouti à la formation d'un marché mondial plus unifié que jamais dans le passé, afin d'assurer la liberté de mouvement des marchandises, des investissements et des capitaux spéculatifs (mais pas des personnes). Plusieurs facteurs sont venus perturber cette « mondialisation heureuse » (pour les grands possédants) : une stagnation des échanges marchands, l'ampleur prise par la finance spéculative et les dettes, la pandémie Covid qui a révélé les dangers de la division internationale des chaînes de production et le degré de dépendance de l'Occident vis-à-vis de la Chine, contribuant à la modification rapide des relations entre Washington et Pékin (de l'entente cordiale à la confrontation).

Ce sont les grandes entreprises occidentales qui ont voulu faire de la Chine l'atelier du monde, afin d'assurer une production à faible coût et de casser le mouvement ouvrier dans leurs propres pays. C'est l'Europe qui a été à la pointe de la généralisation des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à laquelle Pékin a adhéré. Elles étaient toutes convaincues que l'ancien Empire du Milieu leur serait définitivement subordonné, et il aurait pu en être ainsi. Si ce ne fut pas le cas, c'est que l'aile marchante de la bureaucratie chinoise, une fois les résistances populaires brisées dans le sang (1986), a réussi sa mutation capitaliste, donnant naissance à une forme originale de capitalisme d'Etat.

Le capitalisme d'Etat a une longue histoire en Asie orientale, sous l'égide du Kuomintang (Guomindang) en Chine ou à Taïwan, en Corée du Sud... De par son histoire, la formation sociale chinoise est évidemment unique, mais elle combine assez classiquement le développement d'un capital privé et l'appropriation capitaliste des entreprises d'Etat. Nous n'avons pas à faire à deux secteurs économiques séparés (une économie fondamentalement duale) ; ils sont en effet étroitement liés par de multiples coopérations, ainsi que par le biais de clans familiaux présents dans tous les secteurs.

Sous l'égide de Deng Xiaoping tout d'abord, la Chine convertie au capitalisme a discrètement amorcé son envol impérialiste et a pu bénéficier de l'éloignement géographique des Etats-Unis, longtemps incapables de réaliser leur recentrage sur l'Asie (il n'a été assuré que par Joe Biden, dans la foulée de la débâcle afghane).

En conclusion de ce point, notons que :

- La situation géopolitique internationale reste dominée par le face-à-face entre un impérialisme établi (les Etats-Unis) et un impérialisme montant (la Chine). Ce ne sont bien entendu pas les seuls acteurs du grand jeu mondial entre puissances, petites et grandes, mais aucune autre ne pèse d'un poids comparable aux deux « super-puissances ».
- Ce conflit a pour particularité un degré très élevé d'interdépendance objective. Certes, la crise de la mondialisation néolibérale est patente, mais son héritage est toujours là. Il n'y a plus de « mondialisation heureuse », mais il n'y a pas non plus de « démondialisation (capitaliste) heureuse ». Les conflits géopolitiques sont à la fois le symptôme de cette situation de crise structurelle et en accentuent les contradictions. Dans une certaine mesure, nous sommes ici aussi entrés en « territoires inconnus », sans précédent.
- Tout en restant la principale « super puissance », l'hégémonie des Etats-Unis a subi un déclin relatif. Ils ne peuvent continuer à gendарmer le monde sans l'aide d'alliés fiables et efficaces qui manquent à l'appel. Ils sont affaiblis par la crise politique et institutionnelle provoquée par Donald

Trump et ses conséquences diplomatiques durables (perte de confiance de leurs alliés). On peut dire qu'il n'y a plus d'impérialisme « classique », vu l'ampleur de la désindustrialisation qu'a connue le pays. Joe Biden mobilise aujourd'hui des moyens financiers et légaux considérables pour tenter de redresser la barre en ce domaine, mais ce n'est pas une tâche facile. Rappelons qu'un pays comme la France était incapable, même face à une urgence vitale (Covid), de produire du gel hydroalcoolique, des masques chirurgicaux et des FFP2, des blouses pour le personnel soignant. Cela ne relève pourtant pas de la technologie de pointe !

- La Chine était, en ce domaine, en bien meilleure position. Elle avait hérité de l'ère maoïste une base industrielle autochtone, une population au taux d'alphabétisation élevée pour le tiers monde, une classe ouvrière formée. Devenue atelier du monde, elle a assuré une nouvelle vague d'industrialisation (en partie dépendante, mais pas seulement). De gros moyens ont été investis pour assurer la production de technologies de pointe. Le parti-Etat a pu organiser le développement national et international du pays (il y avait un pilote dans l'avion). Ceci dit, le régime chinois est aujourd'hui plus opaque et secret que jamais. On sait comment la crise politico-institutionnelle affecte l'impérialisme US. Il est bien difficile de savoir ce qu'il en est en Chine. Cependant, l'hypercentralisation du pouvoir sous Xi Jinping, devenu président à vie, semble bien être maintenant un facteur de crise structurelle.

- Le déclin relatif des Etats-Unis et la montée en puissance inachevée de la Chine ont ouvert un espace dans lequel des puissances secondaires peuvent jouer un rôle significatif, au moins dans leur propre région (Russie, Turquie, Brésil, Arabie saoudite...). Ainsi, je pense que la Russie n'a pas cessé de placer la Chine devant une succession de faits accomplis aux frontières orientales de l'Europe. En agissant de concert, Moscou et Pékin étaient largement maîtres du jeu sur le continent eurasiatique. Cependant, il n'y a pas eu de coordination entre l'invasion de l'Ukraine et une attaque effective sur Taïwan.

Dans ce contexte, précisément, peut-on considérer que l'invasion russe de l'Ukraine et le soutien des puissances occidentales à l'Ukraine pour y faire face font de cette guerre une guerre inter-impérialiste qui nous amène à évoquer la politique de Zimmerwald (guerre à la guerre) pour y répondre ? Ou, au contraire, sommes-nous face à une guerre de libération nationale qui, bien que soutenue par les puissances impérialistes, oblige la gauche occidentale à se solidariser avec la résistance du peuple ukrainien contre l'invasion russe ?

La politique de Zimmerwald était de demander une paix, sans annexions. Or, certaines des personnes qui se présentent comme des héritiers de Zimmerwald proposent de céder tel ou tel morceau de l'Ukraine à la Russie, d'y organiser des référendums pour valider leur séparation de l'Ukraine, etc., mais passons.

Le plus simple, pour répondre à cette question, est de reprendre le déroulé des événements. Une invasion se prépare en mobilisant aux frontières des moyens militaires considérables, ce qui prend du temps et se voit. C'est Poutine qui l'a fait. A ce moment-là, l'OTAN était en pleine crise politique, après l'aventure afghane, et le gros de ses forces opérationnelles en Europe n'avait pas été redéployé à l'Est. La préoccupation principale de Biden était la Chine et il essayait même encore de jouer Moscou contre Pékin. Les services secrets US ont été les premiers à alerter qu'une invasion était possible, mais l'avertissement n'a été pris au sérieux ni par les Etats européens ni même par Zelinsky lui-même.

En Europe occidentale, la plupart d'entre nous avons alors peu de contacts avec nos camarades est-européens (en particulier ukrainiens) et nous avons été nombreux à analyser les événements en termes uniquement géopolitiques (une erreur à ne jamais commettre), pensant que Poutine se contentait d'exercer une forte pression sur l'Union européenne pour attiser les dissensions post-

afghanes au sein de l'OTAN. Si tel avait été le cas, l'invasion ne devait pas avoir lieu, car elle aurait l'effet inverse : redonner un sens à l'OTAN et lui permettre de resserrer les rangs. C'est bien ce qui s'est passé ! De plus, avant l'invasion russe, une majorité de la population ukrainienne souhaitait vivre dans un pays non aligné. Aujourd'hui, seule une très petite minorité envisage leur sécurité autrement qu'en alliance étroite avec les pays de l'OTAN.

Pour ma part, ce n'est que très peu de temps avant l'invasion que j'ai eu le sentiment qu'elle était possible, alerté par mon ami Adam Novak.

Nous en savons maintenant beaucoup plus : l'invasion avait été préparée depuis plusieurs années. Elle s'inscrit dans un grand projet de restauration de l'Empire russe dans les frontières de l'URSS stalinienne, avec Catherine II pour référence. L'existence de l'Ukraine n'était qu'une anomalie dont Lénine était coupable (selon les termes mêmes de Poutine) et elle devait réintégrer le giron russe. En fait, les Ukrainien.nes l'appellent l'invasion à *grande échelle* et soulignent que la subversion et l'occupation militaire du Donbass, Luhansk et Crimée en 2014 constituaient une première phase de l'invasion. L'« Opération spéciale » (le mot « guerre » était prohibé jusqu'à tout récemment et le reste en pratique) devait être très rapide et se poursuivre jusqu'à Kiev, où un gouvernement aux ordres serait établi. Les forces occidentales, prises de court, ne pourraient alors que s'incliner devant le fait accompli – et prises de court, elles le furent. Même Washington n'a réagi politiquement qu'avec un temps de retard.

Le grain de sable qui a fait s'enrayer la machine de guerre fut l'ampleur de la résistance ukrainienne, imprévue par Poutine, mais aussi en Occident. On peut vraiment parler d'une résistance massive, populaire, en osmose avec les forces armées. C'était une résistance nationale, à laquelle beaucoup de russophones ont participé (et tout l'éventail politique, à l'exception des obligés de Moscou). Pour qui en doutait, il n'y avait pas de preuve plus éclatante que celle-ci : l'Ukraine existe bel et bien. Nous sommes dans le second cas de figure que vous évoquiez.

Le temps n'efface pas cette vérité « originelle » et notre obligation de solidarité. Une double obligation de solidarité, j'ajouterais. Avec la résistance nationale du peuple ukrainien et avec les forces de gauche qui continuent à lutter, en Ukraine même, pour les droits des travailleurs et des syndicats, pour les libertés d'association et d'expression, contre l'autoritarisme du régime Zelensky et contre les politiques néolibérales (prônées par l'Union européenne)...

Bien évidemment, l'Ukraine est devenue un point chaud du conflit de puissances russo-occidentales. Sans la fourniture d'armes par les Etats-Unis, notamment, les Ukrainien.nes n'auraient pas pu tenir de « fronts ». Cependant, avec constance, les fournitures d'armes ont toujours été en deçà de ce qu'il aurait été nécessaires pour mettre décisivement en échec Moscou. Jusqu'à aujourd'hui la maîtrise de l'air par l'armée russe n'a pas été contrée. Et les pays de l'OTAN se divisent à nouveau, alors que la crise préélectorale aux Etats-Unis bloque le vote des fonds à destination de l'Ukraine.

Après avoir eu la possibilité de construire des défenses en profondeur et de se réorganiser, Moscou continue à être le moteur de l'escalade militaire en Ukraine, avec l'aide des obus nord-coréens et des financements fournis par l'Inde ou la Chine (via la vente de produits pétroliers), et elle pousse la politique du fait accompli jusqu'à l'ignoble : la déportation d'enfants ukrainien.nes et leur adoption dans des familles russes.

Si oui, que répondre à ceux qui considèrent que le soutien à la résistance sert les intérêts des puissances occidentales (avec l'approbation du gouvernement Zelenski) qui veulent prolonger la guerre, sans se soucier des ravages (humains et matériels) qu'elle produit, et qu'il est donc nécessaire de promouvoir une politique active de défense d'une paix juste ?

Je ne suis pas moi-même engagé activement dans la solidarité Ukraine. Je maintiens, à contre-courant de l'actualité, mes activités de solidarité Asie. Je me suis immergé dans la question israélo-palestinienne (c'est dur à vivre). Alors je resterais prudent.

Nous ressentons toutes et tous l'ampleur des ravages de cette guerre, d'autant plus importants que Poutine mène une guerre qui cible sans vergogne la population civile. C'est insupportable.

Cependant, ce n'est pas notre soutien, mais Poutine qui prolonge cette guerre. Il ne faut quand même pas diluer les responsabilités. Si par le terme de « paix juste » on entend une trêve indéfinie sur la ligne de front actuel, cela condamnerait cinq millions d'Ukrainien.nes dans les territoires occupés à vivre sous un régime d'assimilation forcée, avec en plusieurs autres millions déportés vers la Fédération russe proprement dite.

Je pense que le rôle de notre mouvement de solidarité est, avant tout, de contribuer à créer les meilleures conditions pour la lutte du peuple ukrainien et, en son sein, pour la gauche sociale et politique ukrainienne. Ce n'est certainement pas à nous de déterminer ce que pourrait-être les termes d'un accord de paix. Je pense qu'il nous faut être à l'écoute de ce que demandent la gauche ukrainienne, le mouvement féministe, les syndicats, le mouvement des Tatars de Crimée, les écologistes (entre autres), et de répondre à leurs appels.

Il nous faut aussi écouter la gauche et les mouvements contre la guerre en Russie même. La plupart des composantes de la gauche anticapitaliste russe pensent que la défaite de la Russie en Ukraine pourrait constituer l'élément déclencheur ouvrant une porte vers la démocratisation du pays et l'émergence de divers mouvements sociaux.

Celles et ceux qui dans la gauche occidentale prétendent que la gauche en Europe de l'Est « n'existe presque pas » se trompent.

Croire qu'un mauvais compromis - sur le dos des Unkrainien.nes - pourrait mettre fin à la guerre est une illusion qui me paraît dangereuse. C'est oublier les raisons pour lesquelles Poutine est entré en guerre : liquider l'Ukraine et poursuivre la reconstitution de l'Empire russe, mais aussi s'emparer de ses richesses économiques (dont son agriculture) et instaurer un régime de nature coloniale dans les zones occupées.

L'appareil d'Etat poutinien est gangrené par les hommes des services secrets (KGB-FSB). Il est déjà intervenu dans toute sa zone de proximité, de la Tchétchénie à l'Asie centrale et à la Syrie. Il n'existe internationalement que par ses capacités militaires, ses ventes d'armes, de produits pétroliers ou agricoles...

J'ai une défiance totale envers « nos » impérialismes dont je connais les fortitudes et que je n'ai de cesse de combattre. Je ne m'en remettrai jamais à eux pour négocier ou imposer un accord de paix. Voyez ce que sont devenus les accords d'Oslo en Palestine !

Alors, il n'est pas question pour moi que les mouvements de solidarité « entrent dans la logique des puissances » (quelles qu'elles soient). Ils doivent garder leur complète indépendance vis-à-vis, notamment, des Etats et gouvernements (y compris celui de Zelensky). Je le répète, nous sommes à l'écoute des forces de gauche ukrainiennes ainsi que de la gauche antiguerre en Russie.

D'autre part, les Etats-Unis et l'UE utilisent la guerre russe en Ukraine et l'augmentation des tensions internationales comme alibi pour le réarmement et l'augmentation des dépenses militaires. Peut-on parler d'une « nouvelle guerre froide » ou même de la menace d'une guerre mondiale dans laquelle l'utilisation d'armes nucléaires n'est pas exclue ?

Quelle doit être la position de la gauche anticapitaliste face à ce réarmement et à cette menace ?

Je suis contre le réarmement et l'augmentation des dépenses militaires par les Etats-Unis et l'Union européenne.

Ceci étant dit, je pense qu'il faut élargir le propos. Une nouvelle course aux armements est engagée dans laquelle la Chine (et même la Russie) semble avoir l'initiative en plusieurs domaines, dont celui des armes hypersoniques qui rendraient inopérants les boucliers antimissiles existants ou permettraient de cibler de très loin l'armada d'un porte-avion. Rien n'a été véritablement testé, à ma connaissance, et je ne sais pas ce qui est vrai ou relève de la science-fiction, mais d'autres camarades sont certainement plus savants que moi en ce domaine.

Cependant, la course aux armements est en elle-même un problème majeur. Pour les raisons usuelles (militarisation du monde, capture par le complexe militaro-industriel d'une part exorbitante des budgets publics...), mais aussi du fait de la crise climatique, qui rend encore plus urgente la sortie de l'ère des guerres en permanence. La production d'armement et leur utilisation n'entrent pas dans le calcul officiel d'émission des gaz à effet de serre. Un terrible déni de réalité.

La menace d'utilisation de l'arme nucléaire a été plusieurs fois brandie par Poutine, sans effet (je ne lui demande pas d'être cohérent avec ses déclarations). Je doute que la menace de guerre nucléaire découle directement du conflit ukrainien en cours (j'espère ne pas me tromper), mais je pense néanmoins que c'est (malheureusement) un vrai sujet. Là aussi je vais élargir le propos.

Il y a déjà quatre « points chauds » nucléaires localisés. L'un est situé au Moyen-Orient : Israël. Trois le sont en Eurasie : Ukraine, Inde-Pakistan, péninsule coréenne. Ce dernier est le seul à être « actif ». Le régime nord-coréen enchaîne périodiquement les essais et les tirs de missiles dans une région où stationne l'aéronavale US et se trouve le plus grand complexe de bases US à l'étranger (au Japon, surtout dans l'île d'Okinawa). Joe Biden a déjà fort à faire avec l'Ukraine, la Palestine et Taïwan et se passerait bien d'une aggravation de la situation dans cette partie du monde (la Chine aussi), situation dans laquelle la responsabilité de Trump a été lourdement engagée, mais celle du dernier rejeton de la dynastie héréditaire nord-coréenne aussi.

Petit problème : il faut vingt minutes à un missile nucléaire nord-coréen pour atteindre Séoul, la capitale du Sud. Dans ces conditions, l'engagement à ne pas utiliser le premier l'arme nucléaire devient difficile à appliquer.

La France fait partie des pays qui préparent politiquement l'opinion publique à l'usage éventuel d'une bombe nucléaire « tactique ». Il faut nous opposer vigoureusement à cette tentative de banalisation. Malheureusement, il y a une sorte de consensus politique national qui fait que l'on ne fait pas de « notre » arsenal nucléaire une question de principe pour conclure des accords politiques, y compris à gauche et même quand on est pour son abolition.

La question du réarmement, de la nouvelle course aux armements, du nucléaire doit impérativement faire partie de l'activité des mouvements antiguerres de part et d'autre des frontières. Ainsi, malgré les terribles violences intercommunautaires qui ont accompagné la partition de l'Inde en 1947, la gauche pakistanaise et indienne fait conjointement campagne pour le désarmement.

Peut-on parler de « nouvelle guerre froide ». Je trouvais dans le temps cette formule très eurocentrée. En Asie, la guerre était torride (l'escalade US au Vietnam). Aujourd'hui, que voudrait-elle dire, à l'heure de la guerre russe en Ukraine ? Je comprends qu'elle soit reprise dans la presse, dans un débat, mais je pense que nous ne devrions pas l'utiliser, et ce pour deux raisons

principales :

- Elle rabat l'analyse sur une approche très limitée de la géopolitique. La guerre n'est en effet « froide » que du fait qu'il n'y a pas confrontation directe entre grandes puissances. Cela n'empêche pas, mais cela ne contribue pas à une analyse concrète des conflits « chaud ».
- De façon générale, je ne suis pas féru d'analogies historiques : « sommes-nous en... ». On n'est jamais « en... », mais dans le présent. Je sais que l'histoire contribue à expliquer le présent et que le présent contribue à revisiter le passé, mais la formule « nouvelle guerre froide » illustre bien ma réticence. La « première » Guerre froide opposait le « bloc occidental » au « bloc oriental ». A cette époque, le bloc soviétique et la Chine n'entretenaient que des rapports économiques limités avec le marché mondial capitaliste. La dynamique révolutionnaire se poursuivait (Vietnam...).

Aujourd'hui, le marché mondial capitaliste s'est universalisé. La mondialisation est passée par là. La Chine en est devenue l'un des piliers. L'interdépendance économique entre elle, les Etats-Unis et les pays ouest-européens est étroite. On ne peut rien comprendre à la complexité du conflit sino-étatsunien sans prendre pleinement en compte ce facteur. Pourquoi alors recourir à une vieille formule pour ajouter après : mais tout est différent, bien entendu.

Je dirais que le thème de la nouvelle guerre froide convient aux campistes des deux camps. Aux campistes qui veulent justifier leur soutien à Moscou et Pékin. Ou à celles et ceux qui veulent se ranger dans le camp de la Démocratie et des Valeurs occidentales contre les autocrates.

Un petit contrepoint pour terminer : Biden est un homme du passé. Il a appris à négocier les menaces nucléaires au travers de plusieurs crises majeures. Cette expérience peut aujourd'hui lui être encore utile.

Concernant la guerre d'extermination menée par l'Etat d'Israël à Gaza, quels sont les enjeux de cette guerre ? Pourquoi les Etats-Unis, malgré leur récente abstention au Conseil de sécurité de l'ONU, continuent-ils à soutenir Israël ? Quel rôle doit jouer notre solidarité internationaliste avec le peuple palestinien ?

Quels sont les enjeux de cette guerre ? La survie même des Gazaouis. Un spécialiste de ces questions (l'élimination de populations) a eu une formule qui me paraît très juste. Il n'avait vu une situation aussi grave par son « intensité ». Dans d'autres cas, un plus grand nombre de personnes sont mortes, mais Gaza est un territoire minuscule qui subit une attaque multiforme d'une intensité inégalée. Même si les bombardements cessaient et que l'aide arrivait en masse, les décès se poursuivraient dans la durée.

La population entière vivra avec des stress post-traumatiques répétés, à commencer par les enfants dont le taux de mortalité est effarant. Les plus jeunes, victimes de malnutrition, n'auront jamais droit à une vie « normale ».

Autres enjeux, l'existence même de la Cisjordanie où les Palestiniens sont soumis à la violence quotidienne des colons suprémacistes juifs, appuyés par l'armée et les paramilitaires. Les Gazaouis survivants vont-ils être forcés à l'exil via l'Egypte ou la voie maritime ? Les Palestiniens de Cisjordanie survivants vont-ils être expulsés en Jordanie ? Le projet du Grand Israël va-t-il s'imposer ?

On peut inscrire dans le temps long la colonisation de la Palestine, mais nous vivons un terrible point tournant. Netanyahu n'a jamais défini ses objectifs de guerre (à part la destruction totale du Hamas, une entreprise qui n'a pas de fin). Je ne vais pas essayer de les définir à sa place, d'autant

plus que la situation est volatile.

Le bombardement du consulat iranien à Damas, le 1^{er} avril, est un exemple de la fuite en avant dans laquelle Netanyahu est engagé au-delà des frontières de la Palestine. C'est une violation flagrante de la Convention de Vienne qui protège les missions diplomatiques. La cible de l'attentat était de hauts dirigeants du Hezbollah qui s'y trouvaient, mais cela ne « justifie » rien. Il y a toujours des « ennemis » de choix dans les missions diplomatiques, dont des officiers supérieurs. Les Israéliens le savent bien, les agents du Mossad déguisés en diplomates, ayant assassiné ou enlevé plus d'une personne en pays étrangers. Il est curieux et inquiétant que ce bombardement n'ait pas suscité plus de protestations.

Téhéran ne veut pas la guerre, mais doit réagir. On est sur un fil du rasoir.

Joe Biden a construit son propre piège en assurant d'emblée son soutien inconditionnel au gouvernement israélien, par sionisme intime et sans consulter les experts de sa propre administration, ce qui lui vaut une série de démissions fracassantes. Il ne peut plus soutenir l'insoutenable, mais ne cesse pas pour autant la fourniture d'armes et munitions en Israël. Je me trompe peut-être, mais j'ai l'impression qu'il a tout simplement perdu la main diplomatique dans le monde arabe et s'occupe pour l'heure de blinder des accords de défense avec le Japon et les Philippines, au cas où Trump emporterait la prochaine présidentielle.

[Une mise à jour : l'Iran a mené une attaque aérienne contre Israël dans la nuit du 13 au 14 mars. Selon un décompte israélien, plus de 300 projectiles ont été tirés : 170 drones, 30 missiles de croisière et 110 missiles balistiques. Téhéran avait annoncé l'opération, confirmée par les Etats-Unis. Il faut plusieurs heures pour que ces armes atteignent Israël, ce qui laissait tout le temps nécessaire en abattre en bonne partie sur le trajet. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Jordanie y ont contribué. Une base militaire israélienne a néanmoins été touchée. L'objectif de cette opération était clairement politique, un avertissement en réponse à l'attentat de Damas. C'était la première fois que le régime iranien s'attaquait ainsi directement à Israël. Téhéran a annoncé que son opération n'aurait pas de suite, si du moins les Israéliens s'en tenaient là. Face à l'Iran, Joe Biden est toujours en mesure d'activer un front de pays occidentaux et arabes. La dépendance d'Israël envers ses protecteurs se confirme.]

Venons-en à la dernière question. Quelles sont, à mon sens, les tâches d'une solidarité internationaliste avec le peuple palestinien ?

Tout d'abord, l'urgence absolue, sur laquelle une très large unité peut se faire : cessez-le-feu immédiat, entrée d'une aide massive par toutes les voies d'accès à la bande de Gaza, protection des convois et des travailleur.es humanitaires (nombreux sont celles et ceux qui ont été tués), reprise de la mission de l'UNRWA dont le rôle est irremplaçable, arrêt de la colonisation en Cisjordanie et rétablissement dans leurs droits des Palestiniens spoliés, libération des otages israéliens et des prisonniers politiques palestiniens...

Nous défendons sans « mais » le droit à la résistance, y compris armée, des Palestiniens ; mais cela n'implique ni un soutien politique au Hamas ni de nier que des crimes de guerre ont été commis le 7 octobre, ce dont attestent de nombreuses sources indépendantes. Parmi ces sources mentionnons l'association Physicians for Human Rights-Israel (Médecins pour les Droits Humains, PHRI) ; des villageois bédouins du Néguev qu'Israël refuse de protéger, mais qui a subi des attaques répétées de la part du Hamas ; des militantes et militants israéliens qui ont consacré leur vie à défendre les droits des Palestiniens...

Le Hamas est aujourd'hui la principale composante militaire de la résistance palestinienne, mais est-

il porteur d'un projet émancipateur ? Nous avons toujours analysé les mouvements engagés dans les luttes de libérations que nous soutenions. Pourquoi serait-ce différent aujourd'hui ?

Notre rôle d'internationaliste est, aussi, de tracer un fil, aussi ténu soit-il entre les tâches présentes et un avenir émancipateur. Nous défendons le principe d'une Palestine où pourront vivre ensemble les habitant.es de cette contrée historique « entre la mer et le fleuve » (inclus le retour des réfugié.es palestinien.nes). Cela n'arrivera pas sans de profonds bouleversements sociaux dans la région, mais nous pouvons donner corps à cette perspective en soutenant les organisations qui agissent aujourd'hui ensemble, juives/juifs et Arabes/Palestinien.nes, envers et contre tout. Toutes et tous prennent de gros risques pour continuer à afficher cette solidarité judéo-arabe dans le contexte actuel. Nous leur devons la solidarité.

La solidarité judéo-arabe est aussi l'une des clés de développement des mobilisations internationales, notamment aux Etats-Unis où le mouvement Jewish Voice for Peace a joué un rôle très important pour contrer la propagande des lobbies pro-israéliens et ouvrir l'espace de la contestation.

Comment analyses-tu la stratégie de politique étrangère de la Chine et son conflit avec Taiwan ?

Je pense que Xi Jinping a pour priorité la poursuite de l'expansion mondiale de la Chine et sa consolidation, la compétition avec les Etats-Unis dans le domaine des hautes technologies à double usage civil et militaire, la recherche d'alliances diplomatiques significatives (un talon d'Achille face aux Etats-Unis), le développement de ses propres zones d'influences dans des régions jugées à ce stade stratégique (comme le Pacifique sud), le renforcement de ses capacités militaires aéronavales et spatiales ou de surveillance et de désinformation. L'invasion de Taïwan ne serait pas à l'ordre du jour.

Les voies d'expansion de la Chine diffèrent de ses prédécesseurs. L'époque a changé. Pékin ne possède qu'une grande base militaire classique, à Djibouti. Cependant, elle signe des accords avec un nombre croissant de pays pour avoir accès à leurs ports. Mieux, elle en prend possession en tout ou partie, ce qui lui assure un réseau maritime étendu de points d'attache à double usage civil et militaire. Les services de sécurité présents dans les entreprises chinoises à l'étranger sont assurés par des militaires, ce qui permet à l'armée de s'informer et d'établir des contacts.

La politique chinoise est de caractère impérialiste et on voit mal comment il pourrait en être autrement. Toute grande puissance capitaliste se doit de garantir la sécurité de ses investissements et de ses communications, la rentabilité politique et financière de ses engagements.

Pékin a proclamé sa souveraineté sur l'entièreté de ladite mer de Chine du Sud, une zone de transit international majeure, qu'elle a militarisé sans tenir compte des droits maritimes des pays voisins. Elle s'approprie les richesses halieutiques et prospecte les fonds marins. Un régime autoritaire emploie des méthodes autoritaires partout où il pense pouvoir le faire. Certes, un régime impérialiste dit démocratique peut faire de même...

Outre la prolongation des situations de guerre en Syrie, au Yémen, au Soudan ou en République démocratique du Congo, il existe une guerre dont on parle peu en Occident, en Birmanie. Pourriez-vous commenter l'état actuel de ce conflit ?

Un mot sur le Soudan. Il y a dans ce pays une riche expérience de résistances populaires « à la base », dans des conditions extrêmement difficiles, qui mériterait d'être mieux connues (et soutenue).

La Birmanie a constitué un cas d'école. Les militaires ont assuré leur mainmise exclusive sur le pouvoir à l'occasion d'un putsch, le 1^{er} février 2021. Le lendemain, le pays entrainé en dissidence sous la forme d'un arrêt de travail généralisé et d'un immense mouvement de désobéissance civile. Le putsch avait avorté, mais l'armée n'a pas pu être chassée, faute d'un soutien international immédiat. Les militaires ont pu reprendre progressivement l'initiative par une répression sans merci. Dans la région centrale, initialement pacifique, la résistance populaire a dû entrer en clandestinité, puis s'engager dans la résistance armée. Elle a recherché l'appui de mouvements ethniques armés opérant dans les Etats de la périphérie montagnarde du pays.

Il est difficile d'imaginer un mouvement de résistance civique plus ample que celui qu'a connu la Birmanie - mais l'entrée dans la lutte armée s'est imposée comme une nécessité vitale, fondant sa légitimité sur l'évidence de l'autodéfense. Cela lui a permis de traverser l'épreuve du feu et de s'organiser progressivement sous forme de guérillas indépendantes ou liées au Gouvernement d'Unité nationale, expression du parlement dissous par les militaires et (enfin) ouvert aux minorités ethniques.

Le conflit a pris des formes terriblement dures, l'armée ayant notamment le monopole de l'aviation. Il était aussi complexe, chaque Etat ethnique ayant ses propres caractéristiques et choix politiques. Peu à peu, cependant, la junte a perdu la main. Elle avait l'appui de la Chine (pays frontalier) et de la Russie, mais s'est révélée incapable de garantir à Pékin la sécurité de ses investissements et la construction d'un port donnant accès à l'océan Indien. Son isolement international s'est accentué et ses alliés de l'ASEAN se sont divisés.

Aujourd'hui, l'armée cède du terrain dans de nombreuses régions et le front d'opposition à la junte s'est élargi. La Birmanie est un pays à l'histoire très riche, mais malheureusement méconnue en Occident.

Pour conclure, l'aggravation de la crise économique et la multiplication des conflits tant au niveau international que régional semblent indiquer un tournant dans le contexte international qui nécessite de repenser les politiques de solidarité internationaliste. Quelles sont les pistes pour construire un internationalisme en phase avec l'évolution des conflits internationaux au XXI^e siècle ?

Il y a une recomposition en profondeur avec pour ligne de force l'opposition entre « campisme » et internationalisme. Nous pouvons avoir de nombreuses différences d'analyses, mais la question est de savoir si nous défendons toutes les populations victimes.

Chaque puissance choisit les victimes qui lui conviennent et abandonnent les autres. Nous nous refusons à entrer dans ce type de logique. Nous défendons les droits des Kanaks en Kanaky quoi qu'en pense Paris, les Syrien.nes et les peuples de Syrie face à l'implacable dictature du clan Assad, les Ukrainiennes et Ukrainiens sous le déluge de feu russe, les Palestiniennes et Palestiniens sous le déluge des bombes US, les Portoricain.es sous l'ordre colonial étatsunien, », les peuples de Birmanie même quand la junte est soutenue par la Chine, les Haïtiens à qui protection et asile sont refusés par ladite « communauté internationale.

Nous n'abandonnons pas des victimes au nom de considérations géopolitiques. Nous soutenons leur droit à décider librement de leur avenir et, quand telle est la question, leur droit à l'autodétermination. Nous nous retrouvons avec les mouvements progressistes qui, de par le monde, récusent la logique de « l'ennemi principal ». Nous ne sommes dans le camp d'aucune grande puissance, qu'elle soit nippo-occidentale, russe ou chinoise. L'occupation est un crime en Ukraine comme en Palestine.

Face à la militarisation du monde, nous avons besoin d'un mouvement antiguerre mondial. C'est vite dit, mais bien difficile à faire. Pouvons-nous nous appuyer sur des solidarités transfrontalières locales (Ukraine-Russie, Inde-Pakistan) pour ce faire ? Ou sur l'immense mouvement de solidarité avec la Palestine ? Sur les forums sociaux comme celui qui vient de se réunir au Népal ?

Il nous faut aussi intégrer la question climatique à la problématique des mouvements antiguerres et, réciproquement, les mouvements écologistes militants gagneraient, si ce n'est déjà fait, à intégrer la dimension antiguerre à leur combat. Idem concernant l'arme nucléaire.

La personnalité de Greta Thunberg me semble incarner le potentiel des jeunes générations confrontées à la violence de la « polycrise ». Mais ses engagements demandent de la ténacité, ce dont elle ne manque certes pas, une capacité à agir dans la durée, ce qui n'a rien d'évident. Ma génération militante avait été lancée sur orbite par la radicalité des années 1960 et, pour nous en France, par l'expérience fondatrice de Mai 68. Une sacrée impulsion. Qu'en est-il aujourd'hui ?

P.-S.

- Interview à paraître dans le prochain numéro de *Viento sur*.

Une mise à jour a été introduite le 14 avril à 16h30 concernant l'attaque aérienne lancée par Téhéran contre Israël dans la nuit du 13 au 14 avril.

Une correction a été apportée le 15 avril 2014.

- Viento Sur, 16 avril 2024 :

<https://vientosur.info/crisis-mundial-conflictos-y-guerras-que-internacionalismo-para-el-siglo-xxi/>